



Le Ouessant – Bat. 3A
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

UIMM BRETAGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

UIMM BRETAGNE

Syndicat patronal
2b, allée du Bâtiment 35000 Rennes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale du syndicat UIMM BRETAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du syndicat UIMM BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des données budgétaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que le présent rapport n'a pas pu être mis à votre disposition dans le délai prévu par l'article 7 des statuts , certains documents et informations nécessaires à son établissement nous ayant été communiqués tardivement

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Rennes, le 1^{er} juillet 2025

Signé par :

FB1FC0C9A52D43B...

Mireille Revault

Associée

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	190		190	190
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	6 737	6 737		612
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	20		20	20
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres				1 505
TOTAL I	6 962	6 737	225	2 341
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 509		5 509	32 347
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				797
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	34 147		34 147	24 699
Charges constatées d'avance	5 955		5 955	3 188
TOTAL II	45 610		45 610	61 030
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	52 573	6 737	45 835	63 371

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	(21 755)	12 582
Excédent ou déficit de l'exercice	(13 174)	(34 337)
Situation nette (sous total)	(34 929)	(21 755)
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	(34 929)	(21 755)
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 112	32 200
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 426	9 618
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	43 226	43 309
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	80 764	85 127
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	45 835	63 371

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	88 400	76 400
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	21 865	87 073
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 340	3 983
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7	3
TOTAL I	112 612	167 459
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	80 263	100 323
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	383	824
Salaires et traitements	31 141	67 687
Charges sociales	12 595	32 067
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	612	778
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	11	314
TOTAL II	125 004	201 992
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(12 392)	(34 534)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	20	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	26	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	46	
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	828	197
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	828	197
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(782)	(197)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(13 174)	(34 731)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	112 658	167 459
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	125 832	202 189
EXCEDENT OU DEFICIT	(13 174)	(34 731)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

PREAMBULE

Description de l'objet social

Dans le respect de l'autonomie et de la personnalité des Chambres Syndicales adhérentes, l'UIMM BRETAGNE a pour objet de concourir à l'unité du Patronat de la Métallurgie de la Région Bretagne.

A ce titre, l'UIMM BRETAGNE :

1. Représente les industries métallurgiques de la Bretagne auprès des Pouvoirs Publics et organismes régionaux.
2. Etudie et arrête les positions patronales de la métallurgie bretonne dans tous les domaines pouvant avoir une influence sur la marche générale de l'entreprise, l'évolution de son organisation, sa compétitivité. Elle communique sur ses positions,
3. Est l'instance qui contracte tous accords, conventions au nom de la métallurgie régionale : avec les organismes, administrations, entités régionales, nationales, européennes et dans tous les domaines rentrant dans sa mission de représentation et d'action.
4. Fixe les grandes orientations et stratégies des Organismes Régionaux de Formation de la métallurgie (O.R.F.), élabore le cadre de référence des O.R.F. et définit le mandat de gestion des O.R.F. délégué aux chambres syndicales.
5. Coordonne et consolide, au plan régional, (ou réalise par délégation) les activités des chambres syndicales adhérentes qui revêtent un caractère commun.

Nature et périmètre des activités réalisées

Organisée sur le territoire breton, et pour réaliser son objet, l'UIMM Bretagne se propose :

- De coordonner et d'animer de façon régionale le dispositif de formation,
- De coordonner et d'animer de façon régionale le service de développement industriel,
- De participer aux conseils d'administration et assemblées générales des entités dans lesquelles elle est mandataire,
- De participer aux réunions « politiques » régionales : institutionnelles, patronales, professionnelles et aux assemblées générales des UIMM territoriales,
- De développer et de mettre en œuvre des partenariats,
- De contribuer au niveau régional à des actions de formation et de promotions des métiers,
- De communiquer et de promouvoir les métiers industriels,
- D'avoir une mission d'observation,
- D'assurer le secrétariat et les convocations de la CPREFP (Commission paritaire régional emploi formation professionnelle),

Moyens mis en œuvre

Les ressources de l'entité se composent de toutes les recettes autorisées par la loi, dans le respect de l'indépendance et de l'éthique de l'UIMM Bretagne, et notamment :

- Des cotisations,
- Des subventions,
- Des produits de ses activités.

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivantes :

Locaux : l'UIMM Bretagne FORMATION est locataire et refacture une quote-part à l'entité.

Ressources humaines : l'entité a utilisé les services de 3 permanents : 1 directeur délégué, 1 responsable du Service régional de Développement Industriel et 1 Assistante de direction. Les contrats de travail du directeur délégué et de l'assistante de direction-comptable ont fait l'objet d'un transfert vers UIMM Bretagne FORMATION à partir du 01/07/2024.

(Voir détail ci-après dans les annexes : engagements financiers et autres informations).

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de **l'exercice clos le 31/12/2024** dont le total est de **45 835 Euros**, et le compte de résultat de l'exercice a un déficit de **13 174 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période **du 01/01/2024 au 31/12/2024**.

Ces comptes annuels ont été établis **le 30/04/2025**.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC **2018-06** relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	2 à 15 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Immobilisations

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	190		
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	190		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 737		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	6 737		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	20		
Autres titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières	1 505		
TOTAL immobilisations financières :	1 540		
TOTAL GÉNÉRAL	8 467		

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			190	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			190	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			6 737	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			6 737	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			20	
Autres titres immobilisés			15	
Prêts et autres immo. financières		1 505		
TOTAL immobilisations financières :		1 505	35	
TOTAL GÉNÉRAL		1 505	6 962	

Amortissements

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :	 6 126 6 126	 612 612		 6 737 6 737
TOTAL GÉNÉRAL	6 126	612		6 737

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			

État des Échéances des Créances et Dettes

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ Créances rattachées à des participations Prêts Autres immobilisations financières TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT Clients douteux ou litigieux Autres créances clients Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux État - Impôts sur les bénéfices État - Taxe sur la valeur ajoutée État - Autres impôts, taxes et versements assimilés État - Divers Groupe et associés Débiteurs divers TOTAL de l'actif circulant :	5 509	5 509	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	5 955	5 955	

TOTAL GÉNÉRAL	11 464	11 464	
----------------------	---------------	---------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Après des établissements de crédit : - à 1 an maximum à l'origine - à plus d' 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers Fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes Impôts sur les bénéfices Taxe sur la valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés Dettes sur immo. et comptes rattachés Groupe et associés Autres dettes Dette représentat. de titres empruntés Produits constatés d'avance	35 112 795 1 378 254 43 226	35 112 795 1 378 254 43 226		

TOTAL GÉNÉRAL	80 764	80 764		
----------------------	---------------	---------------	--	--

Charges à Payer

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 171
Dettes fiscales et sociales	1 187
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	2 481
TOTAL	13 839

Produits à Recevoir

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	872
TOTAL	872

Charges et Produits Constatés d'Avance

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	5 955	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	5 955	

UIMM BRETAGNE

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 20/06/25
Devise d'édition EURO

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	12 582	(34 337)			(21 755)
Excédent ou déficit de l'exercice	(34 337)	34 337		13 174	(13 174)
Situation nette	(21 755)			13 174	(34 929)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	(21 755)			13 174	(34 929)

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

Informations générales complémentaires

Dans le cadre des obligations prévue par l’article L.2135-2 du Code du Travail, l’UIMM Bretagne a choisi d’appliquer la méthode B, à savoir l’agrafage des comptes des personnes morales appartenant au périmètre d’ensemble.

Les personnes morales (ayant toutes la même date de clôture **au 31 décembre 2024** appartenant au périmètre sont :

- L’UIMM Bretagne Formation, dont le résultat comptable de l’exercice **2024** est un **bénéfice de 13 102 €** et dont les fonds propres s’élèvent à **387 404 €**.
- L’Industries Services Bretagne, dont le résultat comptable de l’exercice **2024** est un **déficit de 4 500 €** et dont les fonds propres s’élèvent à **71 851 €**.
- L’Observatoire des industries et métiers de la Métallurgie en Bretagne, dont le résultat comptable de l’exercice **2024** est un **déficit de 11 813 €** et dont les fonds propres s’élèvent à **20 291 €**.
- La SCI Métal Breizh Apprentissage, dont le résultat comptable de l’exercice **2024** est un **bénéfice de 4148 201 €** et dont les capitaux propres s’élèvent à **7 148 487 €**.
- La SCI Métal Breizh Formation Continue, dont le résultat comptable de l’exercice **2024** est un **bénéfice de 122 439 €** et dont les capitaux propres s’élèvent à **259 581 €**.

Personnes morales appartenant au périmètre sont =>	UIMM Bretagne FORMATION	Industries Services Bretagne	Observatoire des industr. et mét. de la Métall. en Bretagne	SCI Métal Breizh Apprentissage	SCI Métal Breizh Formation Continue
● dont le résultat comptable de l'exercice est un	Bénéfice	Déficit	Déficit	Bénéfice	Bénéfice
● d'un montant de	13 102 €	-4 500 €	-11 813 €	4 148 201 €	122 439 €
● et dont les fonds/capitaux propres s'élèvent à	387 404 €	71 851 €	20 291 €	7 148 487 €	259 581 €

Au **31 décembre 2024**, les ressources de l’UIMM Bretagne se décomposent de la manière suivante :

Refacturations diverses :	21 865 €
Cotisations :	88 400 €
Subventions d’exploitation :	- €
Transferts de charges :	2 340 €
Produits divers :	7 €
Produits financiers :	46 €

ANNEXE – Exercice clos au 31/12/2024

**** COMPLEMENT D’INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT ****

Cotisations

Les cotisations encaissées en 2024 auprès des Chambres Syndicales Territoriales sont de 88 400 Euros.

Informations - Concours et subventions

NEANT

Contributions volontaires en nature

L’entité est à but non lucratif.

Les principales actions qu’elle mène sont réalisées par ses salariés permanents sous la direction des décisions des membres du Conseil d’Administration et du Bureau.

L’entité bénéficie de contributions volontaires en nature de ces élus. Toutefois, ces contributions n’ont pas un caractère significatif, ils ne sont donc pas comptabilisés.

**** ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS ****

Filiales et participations

Filiales et participations (Montants en €)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par l’entreprise et non	Montants des cautions et avals donnés par l’entreprise	Chiffre d’affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par l’entreprise au cours de l’exercice	QP résultat reçue par l’entreprise au cours de l’exercice
SCI METAL BREIZH APPRENTISSAGE	5 000	7 143 487	0.20%	10	10	0	0	590 022	4 148 201	0	0
SCI METAL BREIZH FORMATION CONTINUE	5 000	254 581	0.20%	10	10	0	0	201 052	122 439	0	20

Effectif

ETP [Equivalent Temps Plein]	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen selon le code de la Sécurité Sociale	0,48	0,93
TOTAL	0,48	0,93